

ARRETE MINISTERIEL DU 06-06-2018
Installations Classées soumises à enregistrement sous l'une des rubriques n° :
(2711 - 2713 - 2714) 2716 : Déchets non dangereux non inertes

Article	Domaine / Exigence	CONFORMITE	Commentaires
1	Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques n° 2711, 2713, 2714 ou 2716.		
2	Champ d'application		
	Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations enregistrées à compter du 1er juillet 2018.		
	Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations existantes, autorisées avant le 1er juillet 2018 ou dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2018, dans les conditions précisées en annexe II.		
	Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.		
3	Définitions		
	Au sens du présent arrêté, on entend par:		
	Entrée miroir : ensemble composé de deux rubriques ou plus de la liste des codes déchets de la décision 2000/532/CE modifiée, dont au moins une avec astérisque et une autre sans, dont les libellés désignent un même type de déchet. Elle signifie que la dangerosité du flux de déchet est incertaine et qu'elle doit donc être évaluée au cas par cas.		
	Produits dangereux et matières dangereuses : substance ou mélange classé suivant les «classes et catégories de danger définies à l'annexe I, parties 2, 3 et 4 du règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges» dit CLP. Ce règlement a pour objectif de classer les substances et mélanges dangereux et de communiquer sur ces dangers via l'étiquetage et les fiches de données de sécurité.		
	Emergence : la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation)		
	Zones à émergence réglementée: – l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier de déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles, – les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier de déclaration, – l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier de déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.		
Chapitre I	Dispositions générales		
4	Dossier installation classée		
	L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :		
	– une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne;	conforme	
	– le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation;	conforme	
	– l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation;	conforme	
	– les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années;	conforme	
	– le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées;	conforme	
	– les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :		
	1.– le plan des bâtiments (cf. article 9);	conforme	
	2.– les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des bâtiments (cf. article 6);	conforme	
	3.– les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 10);	conforme	
	4.– les consignes d'exploitation (cf. article 12);	conforme	
			Le dossier enregistrement déposé en 2023 et l'arrêté préfectoral associés seront disponibles sur site. L'ensemble des documents seront présents et disponibles sur site.

Article	Domaine / Exigence	CONFORMITE	Commentaires
	5.- les informations préalables des produits et/ou déchets réceptionnés sur le site de l'installation (cf. article 13);	conforme	
	6.- le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets (cf. article 13);	sans objet	Le site ne réalise pas de transfert de déchets.
	7.- le registre des déchets (cf. article 13);	conforme	Le dossier enregistrement déposé en 2023 et l'arrêté préfectoral associés seront disponibles sur site. L'ensemble des documents seront présents et disponibles sur site.
	8.- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 14);	conforme	
	9.- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 16);	conforme	
	10.- les résultats de l'autosurveillance eau (cf. article 20).	conforme	
	Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	conforme	
5	Implantation		
	Pour les rubriques n° 2711, 2714 ou 2716, les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur) sont suffisamment éloignées:		
	- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes aux bâtiments, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2);	conforme	
	- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de réception et d'expédition des déchets et des éventuels magasins ou espaces de présentation d'équipements ou pièces destinés au réemploi ou à la réutilisation, sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m2).	conforme	Le bâtiment principal est éloigné d'au moins 10 m de l'ensemble des limites de propriétés. Le bâtiment principal est situé à proximité immédiate des activités de l'UVE AUREADE au Nord-Est, La distance entre les stocks du centre de tri et ceux de l'UVE ou UVA (mâchefers ou composts) est supérieure à 10m.
	Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (réf. DR A-09-90977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.	conforme	Les analyses de flux thermiques ont été menées dans le cadre du dossier d'enregistrement. Aucun flux ne sort des limites du site.
	Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation des déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.	conforme	Les analyses de flux thermiques ont été menées dans le cadre du dossier d'enregistrement. Aucun flux ne se propage d'un bâtiment de stockage à un autre. Aucune autre zone de stationnement de déchets n'existe.
Chapitre II	Prévention des accidents et des pollutions		
Section I	Dispositions constructives		
6	Comportement au feu		
	Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes:	conforme	
	- l'ensemble de la structure est R15;	conforme	Le site a l'ensemble de la documentation constructive à disposition.
	- les matériaux sont de classe A2s1d0;	conforme	
	- les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3).	conforme	
	Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes:		Plusieurs plus petits locaux se trouvent dans le bâtiment principal (local TGBT, local maintenance...). De nouveaux locaux seront créés en entrée de site (réception, caractérisation).
	- matériaux de classe A2s1d0;	conforme	Le site a l'ensemble de la documentation constructive à disposition.
	- murs extérieurs E 30;	conforme	
	- murs séparatifs E 30;	conforme	
	- portes et fermetures E 30;	conforme	
	- toitures et couvertures de toiture BROOF (t3)	conforme	

Article	Domaine / Exigence	CONFORMITE	Commentaires
	Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.	sans objet	Il n'y a pas ce type d'ouvertures sur le site.
	Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	conforme	Le site a l'ensemble de la documentation constructive à disposition.
	S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet.	conforme	La chaufferie alimente uniquement les bureaux et se trouve dans un local à part.
7	Accessibilité		
7.1	Accessibilité		
	L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.	conforme	Les installations actuelles sont conformes. Les nouvelles voiries et les nouvelles installations seront accessibles à ces services.
	Au sens du présent arrêté, on entend par «accès à l'installation» une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en oeuvre.	conforme	Les voies sont suffisamment dimensionnées (10m de large minimum), possibilité de faire demi-tour en entrée du site et au bout du bâtiment principal (passage par l'intérieur du site).
	Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	conforme	Les véhicules d'exploitation ont des emplacements de garage définis.
	Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.	conforme	Le bâtiment principal n'est pas fermé (aucun mur plein). Il comporte 3 ouvertures au nord et 2 à l'est pour accéder aux stockages amont et aval ainsi que le process.
7.2	Voie "engins"		
	Au moins une voie «engins» est maintenue dégagée pour:		
	– la circulation sur la périphérie complète du bâtiment;	conforme	Une route interne au site contourne le bâtiment principal par le nord. Des voies dégagées existent dans le cœur du bâtiment principal. Au besoin, les voies du site d'UVE d'AUREADE voisin du SYVALOM peuvent être utilisées.
	– l'accès au bâtiment;	conforme	Les accès au bâtiment principal sont maintenus dégagés en continu.
	– l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens;	conforme	Aucune aire spécifique n'est prévue, les voiries et les places de stationnement pompiers prévues seront suffisamment dimensionnées pour remplir cette fonction.
	– l'accès aux aires de stationnement des engins pompes.	conforme	Des places de stationnement pompiers se trouvent au niveau des stockages d'eau d'extinction sur le site et au niveau de ceux du site d'UVE d'AUREADE voisin du SYVALOM.
	Cette voie «engins» respecte les caractéristiques suivantes:		
	– la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 %;	conforme	Les voies sont dimensionnées pour le passage de camion en double sens (1x1 voie). Elles ne comprennent pas de virage excessif ni de pentes et contournent entièrement le site (voies de l'UVE d'AUREADE incluses). Tous les points du site sont accessibles.
	– dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée;	conforme	
	– la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum;	conforme	
	– chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie;	conforme	
	– elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction;	conforme	
	– aucun obstacle n'est disposé entre la voie «engins» et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes.	conforme	Aucun stockage n'est autorisé en dehors des zones spécifiquement dédiées. Rien ne sera entreposé sur les voies d'accès et de circulation interne du site.
	En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie «engins» permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.	sans objet	Les voies engins existent. Les faces sud du site peuvent être atteintes par les voies de l'UVE d'AUREADE.
7.3	Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)		
	Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie «engins» de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont:	conforme	Les voies sont dimensionnées pour le passage de camion en double sens (1x1 voie). Elles ne sont pas en pente et sont larges d'au moins 10m.
	– largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin;	conforme	
	– longueur minimale de 10 mètres;	conforme	
	présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie «engins».	conforme	
7.4	Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)		
	Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie «engins» définie au II.	conforme	Aucune aire spécifique n'est prévue, les voiries et les places de stationnement pompiers prévues seront suffisamment dimensionnées pour remplir cette fonction.

Article	Domaine / Exigence	CONFORMITE	Commentaires
7.4.1	Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens.	sans objet	Aucune installation n'est située à plus de 8m.
	Chacune de ces aires de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes:	sans objet	
	- la largeur utile est au minimum de 7 mètres et la longueur au minimum de 10 mètres, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment;	sans objet	
	- la pente est au maximum de 10 %;	sans objet	
	- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum;	sans objet	
	- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm ² ;	sans objet	
	- aucun obstacle aérien ne gêne la manoeuvre de ces moyens élévateurs aériens à la verticale de cette aire;	sans objet	
	- elle comporte une matérialisation au sol;	sans objet	
	- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours;	sans objet	
	- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.	sans objet	
7.4.2	Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des services d'incendie et de secours, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Chacune de ces aires respecte les caractéristiques définies au 10, à l'exception des caractéristiques suivantes:	sans objet	Il n'y a aucune plancher supérieur à 8m sur le site. Hors mis dans le bâtiment administratif, éloigné des zones d'exploitation et de stockage, il n'y a n'existe aucun étage ou mezzanine.
	- le positionnement de l'aire permet un stationnement perpendiculaire au bâtiment;	sans objet	
	- la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre.	sans objet	
	Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens définies au 2°, et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.	sans objet	
	Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.	sans objet	
7.5	Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)		
	A partir de chaque voie «engins» ou aire de mise en station des moyens élévateurs aériens est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.	conforme	Le site est partiellement ouvert (bâtiment non fermés, auvent). Plusieurs ouvertures sont accessibles sur l'ensemble des faces des bâtiments (y compris en passant par le site d'Auréade).
8	Désenfumage		
	Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.	sans objet	Les zones de stockages ne sont pas fermées (bâtiments ouverts, auvent).
	Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.	conforme	Les dispositifs sont des ouvertures permanentes.
	Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible.	conforme	Les déchets de collecte sélective sont des déchets secs sans matières fermentescibles et donc non sources d'émissions olfactives.
	La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.	conforme	Les dispositifs sont des ouvertures permanentes.
	Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m ² est prévue pour 250 m ² de superficie projetée de toiture.	sans objet	
	En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.	sans objet	
	L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.	sans objet	
	Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.	sans objet	
9	Moyens de lutte contre l'incendie		

Article	Domaine / Exigence	CONFORMITE	Commentaires
	L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment:	conforme	Les besoins de lutte incendie ont été calculés via la documentation D9 disponible dans le dossier "Plans et Annexes".
	– d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours;	conforme	Tout le site sera sous détection automatique d'incendie. Une centrale de surveillance 24h/24 sera en place et permettra d'alerter les services de secours.
	– de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire;	conforme	Un plan de localisation de l'ensemble des zones de stockages des produits chimiques et des déchets est disponible dans le plan d'intervention incendie. Le SDIS est informé de ces localisations.
	– d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.	conforme	Des extincteurs et RIA sont localisés en de nombreux emplacements dans le site. Les employés sont régulièrement formés / sensibilisés à leur utilisation. Le site a plusieurs équipiers de première intervention.
	Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées:	conforme	Les besoins de lutte incendie ont été calculés via la documentation D9.
	– d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que:	conforme	Le site a à sa disposition plusieurs moyens de lutte incendie de grand volume.
	1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en oeuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours;	conforme	Un poteau incendie est localisé au nord du site. Le site a accès à une réserve de 250 m3 du site voisin l'UVE d'AUREADE.
	2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manoeuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.	conforme	Le site a accès à une réserve de 120 m3 du site voisin de Centrale à enrobés. Le site a accès à une réserve souple publique de 240 m3 situé au niveau du rond-point avenue des Crayères.
	Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.	conforme	Le site sera équipé d'une installation de sprinklage alimentée par une cuve de 1360 m3.
	Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m3/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours);	conforme	Avec la disposition des deux bâches accessibles par les services de secours, tous les points d'eau se trouveront à moins de 200m de l'installation. L'installation de sprinklage se trouvera en toiture et pourra agir en tout point du bâtiment principal. Le point d'eau le plus proche sera à moins de 100 m du site.
	– d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables;	conforme	Des systèmes de détection incendie se trouveront dans toutes les zones de stockage y compris dans les machines en charge du process de tri.
	– d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.	conforme	Une réserve se trouve proche des zones d'utilisation courantes de ces produits.
	L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.	conforme	Les équipements sont régulièrement entretenus et font l'objet des vérifications périodiques réglementaires. L'ensemble des informations sont présentes sur site et sur certains logiciels d'exploitation du site.
Section II	Dispositif de prévention des accidents		
10	Installations électriques et mise à la terre		
	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	conforme	L'ensemble des informations sont présentes sur site et sur certains logiciels d'exploitation du site.
	Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.	conforme	L'ensemble des informations sont présentes sur site et sur certains logiciels d'exploitation du site.
Section III	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles		
11.1	Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:	conforme	L'ensemble des produits chimiques de maintenance sont stockés dans les locaux dédiés à la maintenance. Tous se trouvent sur une rétention suffisante.
	– 100 % de la capacité du plus grand réservoir;	conforme	
	– 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.	conforme	
	Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.	sans objet	Le site n'a pas de bassin de traitement des eaux résiduaires.
	Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à:	conforme	L'ensemble des produits chimiques de maintenance sont stockés dans les locaux dédiés à la maintenance. Tous se trouvent sur une rétention suffisante.
	– dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts;	conforme	
	– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts;	conforme	
	– dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.	conforme	
11.2	La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.	conforme	Les rétentions sont adaptées et étanches. Leur étanchéité est contrôlée au besoin. Elles sont vidées au besoin. Elles sont accessibles aux contrôles visuels de l'étanchéité et de la contenance.
	L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.	conforme	

Article	Domaine / Exigence	CONFORMITE	Commentaires
11.3	Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	conforme	Les produits chimiques sont utilisés en majorité dans les locaux de maintenance. Ces locaux sont construits pour être étanche et éviter les déversement de produits chimiques en dehors. Les utilisations particulières se font sous forme de petits contenants dans des opérations de maintenance sur les machines du tri. Les quantités mises en oeuvre sont trop limitées pour être déversées hors de la surface étanche du bâtiment principal. Les liquides se rendent dans la fosse du process de tri. L'ensemble des sols étanches du site sont collectés et dirigés vers des débourbeurs déshuileurs puis vers un bassin d'infiltration.
11.4	Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.	conforme	Les besoins de rétention incendie ont été calculés via la documentation D9a disponible dans le dossier "Plans et Annexes". La rétention incendie est constituée par la fosse du process de tri (volume supérieur à 1900 m3). Cette fosse sera pompée au besoin par une entreprise spécialisée.
	En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.	sans objet	Le dispositif de confinement est interne à l'installation.
	En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.	conforme	La fosse du process de tri est continuellement close. Elle n'a aucun moyen de vidage que le pompage par un hydrocurage.
	Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:	conforme	Les besoins de rétention incendie ont été calculés via la documentation D9a disponible dans l'étude de dangers
	– du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part;	conforme	
	– du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part;	conforme	
	– du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.	conforme	
	L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.	conforme	
Section IV	Dispositions d'exploitation		
12	Consignes d'exploitation		
	Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.	conforme	Le site dispose de nombreuses procédures pour encadrer les méthodes d'exploitation (stockage de déchets, stockage de produits chimiques, consigne en cas de déversement, fiches de poste...). Les employés sont formés à leur utilisation et les principales consignes sont affichées aux lieux de passages des employés.
13	Gestion déchets réceptionnés		
13.1	Admissibilité des déchets		
	Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.	conforme	Le site ne reçoit que des déchets non dangereux issus de la collecte sélective (poubelles jaunes)
	L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.	conforme	Le site est équipé d'un portique de radioactivité. Tous les chargements sont ainsi contrôlés avant leur arrivée. Une procédure est prévue en cas de détection de radioactivité. Le site a une zone d'isolement prévue pour les camions concernés.
13.2	Procédure d'information préalable		
	Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.	conforme	L'ensemble des déchets arrivant sur le site fait l'objet d'une identification préalable. Le planning des prélèvements et des caractérisations est établi par le SYVALOM à chaque début d'année. La caractérisation est effectuée dans la salle de caractérisation dédiée à cette mission (local en entrée de site). Les résultats sont consignés sous forme de relevés informatiques et papier.
	a) Informations à fournir:	conforme	
	– source (producteur) et origine géographique du déchet;	conforme	
	– informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits);	conforme	
	– données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant;	conforme	

Article	Domaine / Exigence	CONFORMITE	Commentaires
	– apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique);	conforme	Les résultats seront consignés sous forme de relevés informatiques et papier.
	– code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement;	conforme	
	– en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux;	conforme	
	– résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation;	conforme	
	– au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.	conforme	
	b) Conditions d'admission en cas d'épandage de certaines matières ou déchets	sans objet	Le site n'opère pas d'épandage de matière ou déchets.
	L'exploitant doit s'assurer du caractère épandable des matières ou déchets dès l'admission.	sans objet	
	Dans ce cas, l'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes:	sans objet	
	– dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) no 1069/2009, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) no 1069/2009, et les dispositifs de traitement de ces sous- produits seront présentés au dossier;	sans objet	
	– les conditions de son transport;	sans objet	
	– le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site.	sans objet	
	L'information préalable mentionnée précédemment est complétée par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe 7a de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation modifiée.	conforme	La caractérisation des déchets est réalisée pour tout nouvel apporteur. Le local de caractérisation des déchets se trouve en entrée de site.
	Dans le cas d'une admission de boues d'épuration domestiques ou industrielles, celles-ci doivent être conformes à l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé ou à l'arrêté du 2 février 1998 mentionné à l'alinéa précédent, et l'information préalable précise également:	sans objet	Le site ne reçoit pas de boues.
	– pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit;	sans objet	
	– une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration;	sans objet	
	– une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année.	sans objet	
	Tout lot de boues présentant une non-conformité aux valeurs limites fixées à l'annexe 1 de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé est refusé par l'exploitant.	sans objet	
	Les informations relatives aux boues sont conservées pendant dix ans par l'exploitant et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.	sans objet	
	c) Essais à réaliser:	conforme	
	Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux et d'alliages de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation.	conforme	Les opérations de caractérisation sont couvertes par une procédure interne. Les employés sont formés à la réalisation de ces opérations.
	Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX). La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.	conforme	
	Les tests et analyses relatifs à l'information préalable peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri ou tout laboratoire compétent.	sans objet	L'ensemble des informations sont présentes sur site et sur certains logiciels d'exploitation du site.
	Il est possible de ne pas effectuer les essais après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants:	sans objet	
	– toutes les informations nécessaires à l'information préalable sont déjà connues et dûment justifiées;	sans objet	
	– le déchet fait partie d'un type de déchet pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai;	sans objet	
	– l'exploitant met en place une surveillance de l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'article 17.	sans objet	

Article	Domaine / Exigence	CONFORMITE	Commentaires
	d) Dispositions particulières:	conforme	
	Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.	conforme	Les déchets de collecte sélective sont produits avec une certaine régularité. Le site a encadré son processus d'acceptation / caractérisation. Celui-ci est scrupuleusement suivi.
	Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.	conforme	
	Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.	sans objet	Le site ne reçoit pas de déchets issus d'installations de regroupement.
	L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.	conforme	L'information préalable est renouvelée tous les an. L'ensemble de ces documents sont disponibles par apporteur sur plusieurs années.
13.3	Procédure d'admission		
	L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.	conforme	Le site reçoit les camions au fur et à mesure. Les camions ne sont acceptés que pendant les horaires d'ouverture. Plusieurs camions peuvent stationner en entrée de site.
	a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant:	conforme	Le site suit un processus de réception des déchets cadré par une procédure. Les informations préalables sont contrôlées, le camion passe par le portique de détection de radioactivité, les déchets sont contrôlés à leur réception. Le registre des déchets sera établi via le logiciel de pesée.
	- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité;	conforme	
	- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission;	conforme	
	- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé;	conforme	
	- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement;	conforme	
	- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.	conforme	Un bon de pesée sera établi à chaque livraison. Le site ne reçoit pas de déchets dangereux.
	Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.	sans objet	Le site ne reçoit pas de déchets d'équipements électriques et électroniques.
	b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.	conforme	Le site se trouve dans la configuration où des flux importants et uniformes de déchets sont constitués de par la nature des déchets de collecte sélective. La caractérisation est réalisée autant que besoin.
	c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.	conforme	La caractérisation du déchet est réalisée autant que besoin.
	d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant:	conforme	Si le site considère que le déchet ou la procédure de réception de ce déchet n'est pas conforme, il est refusé.
	- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou	conforme	
	- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.	conforme	
	L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.	conforme	
	Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.	conforme	Le site fait le maximum pour régulariser rapidement les déchets en attente.
	Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.	conforme	Les déchets sont stockés peut de temps sur le quai de déchargement et sont rapidement évacués.
13.4	Entreposage des déchets		
	Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).	conforme	Les zones amonts sont clairement identifiées et séparées des zones avals des déchets par le processus de tri mécanisé.
	L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).	conforme	Le site a mis en place des moyens visuels pour s'assurer de ses stocks de déchets. Les suivis de volumes en entrée et sorties de site sont suivis via l'outil interne informatique de contrôle des tonnages du site.

Article	Domaine / Exigence	CONFORMITE	Commentaires
	La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.	conforme	Les stockages sont à plus de 100m de tout bâtiment d'habitation. La hauteur de stockage des déchets est maximum de 4,5m.
	Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.	sans objet	Le site n'est pas classé 2711.
	Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer:	conforme	Les déchets amonts sont entièrement stockés sous le bâtiment principal. Les déchets avals sont majoritairement stockés sous le bâtiment principal. Les déchets plastiques sont stockés sous le auvent secondaire en entrée de site.
	- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques;	conforme	
	- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.	conforme	
13.5	Opérations de tri des déchets		
	Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).	conforme	Le processus de tri mécanisé a été révisé. Il permet de séparer les différents plastiques, les cartons, les papiers, les métaux ferreux et non ferreux.
	<i>Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques</i>	sans objet	Non concerné, le site ne reçoit pas de DEEE
	Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.	sans objet	
	Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié. Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.	sans objet	
	Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret no 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.	sans objet	
	Dans le cas d'un déversement accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.	sans objet	
Chapitre III	Emissions dans l'eau		
Section I	Collecte et rejet des effluents		
14	Collecte des effluents		
	Tous les effluents aqueux sont canalisés.	conforme	Le site ne produit pas d'eaux de process. Les seuls effluents sont des eaux de voiries. Les eaux des bureaux et des locaux sociaux (eaux vannes) sont envoyées aux réseaux d'assainissement collectif - tout à l'égoût pas d'assainissement non collectif
	Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.	conforme	Les eaux pluviales de toiture et de voiries sont collectées dans leur ensemble et amené vers un bassin d'infiltration suite à un passage dans un débourbeur déshuileur.
	Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.	conforme	
	Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.	conforme	Un obturateur existe en entrée du bassin d'infiltration des eaux pluviales. Il est utilisé si besoin. Les eaux d'extinction incendie sont toutes dirigées vers la fosse du process de tri mécanisé via des vannes et des obturateurs.
	Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.	conforme	Les plans des réseaux sont mis à jour et disponibles.
15	Points de prélèvements pour les contrôles		
	Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).	conforme	Le site a deux points de prélèvement (un au niveau du point bascule et un au niveau du parking des bureaux).
	Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.	conforme	

Article	Domaine / Exigence	CONFORMITE	Commentaires																																																																																																						
	Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.	conforme																																																																																																							
16	Rejet des effluents																																																																																																								
	Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.	conforme	Les déboureur déshuileurs sont curés autant que nécessaire. La station de traitement des eaux sanitaires est également contrôlée. Les documents relatifs à ces opérations d'entretien (BSD, ordre d'intervention) sont disponibles sur site.																																																																																																						
Section II	Valeurs limites d'émission																																																																																																								
17	VLE pour rejet dans le milieu naturel																																																																																																								
	Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.	conforme																																																																																																							
	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="4">1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="4">Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)</td> </tr> <tr> <td>flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j</td> <td></td> <td></td> <td>100 mg/l</td> </tr> <tr> <td>flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j</td> <td></td> <td></td> <td>35 mg/l</td> </tr> <tr> <td colspan="4">DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)</td> </tr> <tr> <td>flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j</td> <td></td> <td></td> <td>300 mg/l</td> </tr> <tr> <td>flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j</td> <td></td> <td></td> <td>125 mg/l</td> </tr> <tr> <th colspan="4">2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)</th> </tr> <tr> <th></th> <th>N° CAS</th> <th>Code SANDRE</th> <th></th> </tr> <tr> <td>Arsenic et ses composés (en As)</td> <td>7440-38-2</td> <td>1369</td> <td>25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j</td> </tr> <tr> <td>Cadmium et ses composés</td> <td>7440-43-9</td> <td>1388</td> <td>25 µg/l</td> </tr> <tr> <td>Chromé et ses composés (dont chromé hexavalent et ses composés exprimés en chromé)</td> <td>7440-47-3</td> <td>1389</td> <td>0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)</td> </tr> <tr> <td>Cuivre et ses composés (en Cu)</td> <td>7440-50-8</td> <td>1392</td> <td>0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j</td> </tr> <tr> <td>Mercuré et ses composés (en Hg)</td> <td>7439-97-6</td> <td>1387</td> <td>25 µg/l</td> </tr> <tr> <td>Nickel et ses composés</td> <td>7440-02-0</td> <td>1386</td> <td>0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j</td> </tr> <tr> <td>Plomb et ses composés (en Pb)</td> <td>7439-92-1</td> <td>1382</td> <td>0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j</td> </tr> <tr> <td>Zinc et ses composés (en Zn)</td> <td>7440-66-6</td> <td>1383</td> <td>0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j</td> </tr> <tr> <td>Fluoré et composés (en F) (dont fluorures)</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>15 mg/l</td> </tr> <tr> <td>Indice phénols</td> <td>108-95-2</td> <td>1440</td> <td>0,3 mg/l</td> </tr> <tr> <td>Cyanures libres</td> <td>57-12-5</td> <td>1084</td> <td>0,1 mg/l</td> </tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td> <td>-</td> <td>7009</td> <td>10 mg/l</td> </tr> <tr> <td colspan="4"><i>Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)</i></td> </tr> <tr> <td>Benzo(a)pyrène</td> <td>50-32-8</td> <td>1115</td> <td rowspan="3">25 µg/l (somme des 5 composés visés)</td> </tr> <tr> <td>Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène</td> <td>205-99-2 / 207-08-9</td> <td>-</td> </tr> <tr> <td>Somme Benzo(g, h, i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène</td> <td>191-24-2 / 193-39-5</td> <td>-</td> </tr> <tr> <td>Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)</td> <td>-</td> <td>1106</td> <td>1 mg/l</td> </tr> </tbody> </table>	1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)				Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)				flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j			100 mg/l	flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j			35 mg/l	DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)				flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j			300 mg/l	flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j			125 mg/l	2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)					N° CAS	Code SANDRE		Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j	Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l	Chromé et ses composés (dont chromé hexavalent et ses composés exprimés en chromé)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)	Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j	Mercuré et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l	Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j	Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j	Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j	Fluoré et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l	Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l	Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l	Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	<i>Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)</i>				Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	25 µg/l (somme des 5 composés visés)	Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-	Somme Benzo(g, h, i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5	-	Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l	conforme	Le site s'engage à contrôler l'ensemble des éléments ci-contre sur l'ensemble de ses rejets.
1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)																																																																																																									
Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)																																																																																																									
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j			100 mg/l																																																																																																						
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j			35 mg/l																																																																																																						
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)																																																																																																									
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j			300 mg/l																																																																																																						
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j			125 mg/l																																																																																																						
2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)																																																																																																									
	N° CAS	Code SANDRE																																																																																																							
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j																																																																																																						
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l																																																																																																						
Chromé et ses composés (dont chromé hexavalent et ses composés exprimés en chromé)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)																																																																																																						
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j																																																																																																						
Mercuré et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l																																																																																																						
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j																																																																																																						
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j																																																																																																						
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j																																																																																																						
Fluoré et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l																																																																																																						
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l																																																																																																						
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l																																																																																																						
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l																																																																																																						
<i>Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)</i>																																																																																																									
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	25 µg/l (somme des 5 composés visés)																																																																																																						
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-																																																																																																							
Somme Benzo(g, h, i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5	-																																																																																																							
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l																																																																																																						
18	Raccordement à une station d'épuration																																																																																																								
	Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.	sans objet																																																																																																							
	Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas:	sans objet																																																																																																							
	- MEST: 600 mg/l;	sans objet																																																																																																							
	- DCO: 2000 mg/l.	sans objet																																																																																																							
	Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.	sans objet																																																																																																							
	Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (rubrique n° 2750) ou mixte (rubrique n° 2752) dans le cas de rejets de micropolluants.	sans objet	Le site est équipé de déboureur déshuileur pour les eaux pluviales. Les eaux traitées sont ensuite dirigées vers le bassin d'infiltration. Seules les eaux sanitaires sont raccordées à une station d'épuration collective.																																																																																																						

Article	Domaine / Exigence	CONFORMITE	Commentaires
	Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.	sans objet	
	Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.	sans objet	
19	Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration		
	Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.	conforme	
	Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.	conforme	Aujourd'hui le site réalise des contrôles par simples prélèvements. Une solution de prélèvement sur 24h sera étudié mais si cela n'est pas possible, le prélèvement ponctuel sera maintenu.
	Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.	conforme	
	Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.	conforme	
20	Mesures périodiques		
	Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.	conforme	Les mesures dans les eaux sont réalisées une fois par an par un laboratoire agréé.
21	Epannage		
	Sans préjudice des articles R. 211-29 et D. 543-226-1 du code de l'environnement, ni du code rural et des pêches maritimes, l'application de déchets ou effluents sur ou dans les sols n'est autorisée que pour la rubrique n° 2716 et sous réserve que chacune de ces matières remplisse dès son admission sur l'installation avant regroupement, les conditions techniques et réglementaires pour être épanchées. L'épandage se fait dans le respect des conditions de l'annexe I du présent arrêté.		Le site ne réalise pas d'opération d'épandage
	Toute application d'un autre déchet et effluent sur ou dans les sols est interdite.		
Chapitre IV	Emissions dans l'air		
22	Risques d'envols et poussières		
	L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses:	conforme	Le site est entouré de grillage. Le bâtiment principal est équipé d'installations fixes permettant de limiter les envols.
	– les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées;	conforme	
	– les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin;	conforme	Une aire de lavage des engins et bacs de caractérisation se trouve en entrée de site, au niveau du premier pont bascule. Le site n'est pas source de poussières ou de boues qui pourraient se déposer sur la voirie.
	– s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet;	conforme	Les camions arrivent et partent en étant bâchés pour éviter les envols. Si des envols ont lieu, ils sont récupérés dès que nécessaire.
	– toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.	conforme	Un contrat de dératisation est en place sur le site.
23	Odeurs		
	Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.	sans objet	Le site ne reçoit pas de déchets de nature à produire des nuisances odorantes.
	Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins d'entreposage, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).	sans objet	Le site n'est pas équipé de ce type d'installations.
	L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins d'entreposage ou dans les canaux à ciel ouvert.	conforme	Les fossés de collecte des eaux pluviales ainsi que le bassin d'infiltration sont nettoyés au besoin.
24	Fluides frigorigènes rubrique n° 2711		
	Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des déchets d'équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de leur manipulation.		Le site ne reçoit pas ce type de déchets et n'est pas classé 2711.
	Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit.		
Chapitre V	Bruit		

Article	Domaine / Exigence	CONFORMITE	Commentaires									
25.1	Valeurs limites de bruit											
	Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant:	conforme	La dernière analyse de bruit a été réalisée en juillet 2017 (rapport N°8031511/1/1/1 par Bureau Veritas). Les 3 points de mesures se trouvent en bordure du site. Le site est conforme à ces prescriptions. Une fois le nouveau process de tri mécanisé installé, une nouvelle étude bruit sera menée. Aucune ZER n'a été identifiée. Les points de mesure sont uniquement des points en limites de propriété.									
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th> <th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th> <th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td> <td>6 dB (A)</td> <td>4 dB (A)</td> </tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB (A)</td> <td>5 dB (A)</td> <td>3 dB (A)</td> </tr> </tbody> </table>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)		ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)	conforme
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)										
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)										
	De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.	conforme										
	Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.	conforme										
25.2	Appareils de communication											
	L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.	conforme	Les seuls appareils de communications utilisés sont des talkies-walkies.									
Chapitre VI	Déchets générés par l'installation											
26	Généralités											
	L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour:	conforme	Le site a mis en place une gestion de ses propres déchets (bureautique, déchets d'exploitation, bidons vides, chiffons souillés...). Les déchets sont séparés autant que possible. Les déchets dangereux sont strictement séparés des déchets non dangereux et évacués avec des BSD. Les déchets produits par le site sont au maximum envoyés vers les filières les plus vertueuses.									
	– en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets qu'il génère;	conforme										
	– assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre:	conforme										
	a) La préparation en vue de la réutilisation;	conforme										
	b) Le recyclage;	conforme										
	c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique;	conforme										
	d) L'élimination.	conforme										
Chapitre VII	Execution											
27	Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 2018.											
28	Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.											
ANNEXE I												
	DISPOSITIONS TECHNIQUES EN MATIERE D'EPANDAGE											
	L'épandage des déchets respecte les dispositions suivantes, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole:		Le site ne réalise pas d'épandage et n'est pas concerné par un plan d'épandage									